



*Vers une école multilingue dans les collectivités  
françaises d'Océanie et de Guyanecoordonnée par  
Jacques Vernaudon et Véronique Fillol*

Raymond MAYER

---



**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/jso/6161>

DOI : 10.4000/jso.6161

ISSN : 1760-7256

**Éditeur**

Société des océanistes

**Édition imprimée**

Date de publication : 15 décembre 2010

Pagination : 249-251

ISBN : 978-2-85430-027-7

ISSN : 0300-953x

**Référence électronique**

Raymond MAYER, « *Vers une école multilingue dans les collectivités françaises d'Océanie et de Guyanecoordonnée par Jacques Vernaudon et Véronique Fillol* », *Journal de la Société des Océanistes* [En ligne], 130-131 | 2010, mis en ligne le 15 décembre 2010, consulté le 21 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/jso/6161> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jso.6161>

---



*Journal de la société des océanistes* est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Les trois chapitres suivants parlent de l'apaisement : « incontestable » (chap. VI, pp. 77-84), « dû à une attention budgétaire privilégiée » (chap. VII, pp. 85-98) avec le « risque » d'« une perte progressive d'identité » (chap. VIII, pp. 99-110), mais tout cela n'empêche pas J.-L. Vivier d'écrire que la Nouvelle-Calédonie vit toujours une situation coloniale (p. 82), ce que peu d'auteurs écrivent encore, bien que cela soit à mon avis bien le cas ! Son chapitre IX pose des questions que certains ont en effet en tête, celle de l'« indépendance dépassée ? » (pp. 111-141) et le suivant celle des nouvelles revendications (pp. 143-164), soit le passage des revendications foncières à celles sur la gestion du sous-sol et la participation à l'exploitation minière du nickel, les interrogations que cela suscite notamment dans le Sud où les autochtones ont constitué un comité de défense Rhéébù nùu visant à se protéger des effets négatifs de l'usine métallurgique du Sud. Cette partie de chapitre retraçant l'histoire de Goro Nickel et de Rhéébù nùu est sans doute l'une des plus intéressantes et des plus informatives de l'ouvrage. Comme Vivier le dit :

« La mine fait rêver, en Nouvelle-Calédonie, elle a toujours fait rêver. Et le réveil est souvent dramatique. » (p. 163)

Les deux derniers chapitres nous présentent « l'émergence des énergies nouvelles » (pp. 143-164) et « l'avenir institutionnel » (pp. 175-185). Le chapitre XI traite des nouvelles personnalités et forces en présence : d'une part, Louis-Kotra Uregei, l'USTKE et le tout nouveau Parti travailliste et, d'autre part Rhéébù nùu. La force du premier est entre autres de jouer sur « la nouvelle grande peur des Kanak, et de bien des Calédoniens nés dans l'archipel qui ne sont pas d'ethnie mélanésienne », à savoir « l'immigration qui menace les emplois que pourraient occuper des chômeurs locaux » (p. 172). Ainsi, depuis longtemps, l'USTKE prône la défense de l'emploi local ! « L'autre force nouvelle du paysage politique kanak, c'est Rhéébù nùu » avec « un leader charismatique » comme le créateur de l'USTKE. La principale différence qu'il voit entre ces deux forces est que si la première n'est pas uniquement kanak, la seconde l'est beaucoup plus mais pas seulement et que si cette dernière « reste localisée dans l'extrême Sud », son « mouvement peut faire école ». En effet :

« Rhéébù nùu a de son côté su raccorder un mouvement indigéniste, des préoccupations écologiques, le souci du développement, de l'avenir des jeunes, tout en restant respectueux de la coutume et même en intégrant à son action les autorités coutumières. » (p. 173)

Enfin, le dernier chapitre propose son analyse de l'évolution à venir :

« L'hypothèse la plus probable est que le maintien, pendant des décennies, du *statu quo*, conduira la société calédonienne vers une situation à la réunionnaise. Chacun se sentira avant tout calédonien, sans pour autant oublier ses origines, toujours plus lointaines. La paix publique y gagnera sans doute. Le destin commun sera alors une réalité. Les deux couleurs de ce peuple tendront à se fondre dans une teinte unique. Mais qu'il soit permis à l'auteur de ces lignes de déplorer par avance l'effacement d'une civilisation profondément authentique,

originale, d'une extrême richesse, et qui aurait mérité de faire entendre sa différence et sa présence au sein des nations qui peuplent notre planète. » (pp. 184-185)

Pour conclure, je dirais que ce livre est informatif malgré les défauts signalés et ses omissions ou raccourcis. Il nous faut noter néanmoins parfois des jugements qui détonnent comme l'auteur nous y a habitués (voir *Mon chemin aux côtés du FLNKS*), bien que globalement il soit ici plus objectif et plus intéressant pour le lecteur.

#### RÉFÉRENCES CITÉES

DAUPHINÉ Joël, 1989. *Les spoliations foncières en Nouvelle-Calédonie (1853-1913)*, Paris, L'Harmattan, 347 p.

LEBLIC Isabelle, 2003. Chronologie de la Nouvelle-Calédonie, in I. Leblic (éd.), *150<sup>e</sup> anniversaire de la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie*, *Journal de la Société des Océanistes* 117, pp. 299-312.

SAUSSOL Alain, 1979. *L'héritage. Essai sur le problème foncier mélanésien en Nouvelle-Calédonie*, Paris, Société des Océanistes, Publications de la Société des Océanistes 40, 498 p.

Isabelle LEBLIC,  
CNRS-LACITO, Villejuif

VERNAUDON Jacques et Véronique FILLOL (éds), 2009. *Vers une école multilingue dans les collectivités françaises d'Océanie et de Guyane*, Paris, L'Harmattan, coll. Cahiers du Pacifique sud contemporain, 320 p., bibliogr., cartes, ill., fig., présentation des auteurs.

En attendant que le trilinguisme devienne le modèle reconnu de tous les systèmes scolaires du monde, il sera sans doute nécessaire d'organiser encore plus d'un colloque ! Celui-ci, qui s'est tenu à Nouméa en juillet 2007, a eu le mérite d'examiner de près, comme l'indique le titre du livre qui en a été tiré, la situation faite aux langues enseignées dans les « collectivités françaises d'Océanie et de Guyane ». Le titre de l'ouvrage fait l'économie du point d'interrogation sur un sujet qui habituellement fâche, du moins dans une république française constitutionnellement fondée sur le monolinguisme (Fréchet, 2009). C'est dire que l'Outre-mer multilingue avance courageusement dans des directions qui semblent déjà identifiées, à défaut de pouvoir prétendre avoir surmonté tous les obstacles politiques, administratifs, pédagogiques et logistiques qui se dressent au fur et à mesure des avancées effectuées au niveau institutionnel et sur le terrain. Jacques Vernaudon et Véronique Fillool, tous deux en poste à l'Université de Nouvelle-Calédonie (UNC), ont pris la peine de réunir des textes qui stimulent le débat local et national, et balisent les solutions appelées à durer.

La structure de l'ouvrage donne une claire indication des niveaux de compétence sollicités pour traiter du problème. La première partie, consacrée au

« contexte sociolinguistique et cadre institutionnel », commence justement par situer la question au niveau politique qui convient. Marie Salaün (Paris 5 – IRIS) rappelle opportunément qu'il faut non seulement un « premier passage obligé » par l'histoire coloniale (p. 21) pour comprendre la situation scolaire actuelle, mais aussi un « détour » par le paradoxe du monopole linguistique dans la situation de révision des statuts de l'Outre-mer diversifié, et enfin une explicitation des enjeux de la récente légitimation des langues locales stipulée par la réforme constitutionnelle de 2008. Sous un intitulé particulièrement incisif « Pourquoi la résistance glottocentrique a-t-elle perduré jusqu'aux années 1980 ? », elle s'interroge précisément sur les « rendez-vous manqués de la 4<sup>e</sup> république » avant de faire observer qu'aujourd'hui encore la politique française s'inspire de la matrice du « patchwork » faisant pièce de toute situation et jouant sur plusieurs registres au plan juridique (p. 29), eu égard aux différences faites entre les diverses entités territoriales de l'Outre-mer : DOM et collectivités territoriales à statut variable.

Avançant dans la revue des terrains respectifs, Jacques Vernaudo et Léonard Sam (UNC – CNEP) présentent alors « la réforme plurilingue de l'école en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna » (pp. 35-47) avant de laisser Bettina Migge, senior lecturer à Dublin, et Odile Renault-Lescure, chargée de recherche à l'IRD, dresser un état des lieux équivalent pour la Guyane française (pp. 49-66). Une carte sur les langues de Guyane (p. 66) achève de nous introduire à la dimension à la fois technique et politique du multilinguisme souhaitable. La carte symétrique sur les langues locales dans les collectivités françaises d'Océanie fait défaut dans le livre ; elle aurait pourtant mérité sa place à ce stade de l'ouverture, ne serait-ce que par parallélisme de forme. Quoi qu'il en soit, le lecteur est suffisamment informé de la situation préalable pour accéder à une autre série de questions.

La deuxième partie de l'ouvrage s'engage sur les « enjeux scientifiques, éducatifs et méthodologiques » du plurilinguisme à l'école (pp. 67-154). La contribution de Paul Launey (CELIA - IRD) s'attache à découper avec une précision chirurgicale les arcanes quotidiennes du fonctionnement administratif lié à l'admission des langues locales à l'école. Sa note en bas de page 69 (« un recteur et une personnalité politique ont mis l'auteur [...] en garde sur les risques d'excitation des passions identitaires que pouvait entraîner la publication d'une grammaire du palikur, langue amérindienne de Guyane ») en dit long sur le climat suspicieux qui entoure jusqu'aux missions linguistiques basiques, dès que celles-ci s'approchent tant soit peu de l'institution scolaire. Une autre remarque frappée au coin du bon sens – « On entend encore avancer l'idée de la nocivité cognitive du bilinguisme » (p. 81) – rappelle que le syndrome colonial n'est jamais très loin. Danièle Moore (USF Vancouver/Diltec) élargit le débat à d'autres expériences de plurilinguisme « pacifié », en particulier à celles qu'elle a étudiées au Canada. Isabelle Nocus, Philippe Guimard et Agnès Florin, tous trois de l'université de Nantes, rendent compte des dispositifs d'évaluation des bilinguismes

testés en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française (pp. 119-135). Véronique Fillol procède à l'analyse des programmes scolaires adoptés en matière d'enseignement du langage et des langues sur le sol calédonien depuis la rentrée 2006 et insiste, pour éviter les situations d'échecs socioculturels, sur le nécessaire renouvellement didactique que le plurilinguisme implique.

Sous le titre générique « Les langues d'enseignement et de culture », la troisième partie (pp. 155-222) est précisément consacrée aux applications pédagogiques et aux expérimentations didactiques. Le livre s'anime en images, car cette partie est abondamment illustrée. La contribution de Gérard Lavigne (CNEP) s'intéresse à l'enseignement des mathématiques en langues kanak (pp. 157-173) pour promouvoir le succès des filières scientifiques. Viviane Lanier-Auburtin (CASNAV Guyane) (pp. 175-189) fait part du dispositif mis en œuvre en Guyane pour officialiser un système d'intervenants en langues maternelles (ILM), tandis que Jacques Vernaudo applique les vertus du comparatisme aux langues océaniques et française réunies à l'école calédonienne (pp. 191-206). Stéphanie Geneix-Rabault étrenne son doctorat d'ethnomusicologie en osant le seul titre en langue austronésienne de l'ouvrage : *Nyima me elo thatraqai ha nekōnatr ngōne la gene drehu*, titre dédié au « devenir pédagogique » des expressions musicales enfantines en langue drehu des Loyauté (pp. 207-222).

La quatrième et dernière partie du livre traite de deux problèmes : celui de la formation des maîtres, par des cadres d'IUFM, et celui de la méthode par évaluation pour faire progresser la question du multilinguisme à l'école. Le contexte guyanais de la formation des enseignants est traité avec force schémas et tableaux par Sophie Alby (pp. 225-249), de l'IUFM de la Guyane ; tandis que le contexte alsacien de l'IUFM de Strasbourg est appelé par Christine Hélot à la rescousse des questions générales de gestion du plurilinguisme ; enfin l'université de Nantes, par Philippe Guimard, Isabelle Nocus et Agnès Florin, est invitée à mettre la technique des évaluations à l'école maternelle au service du multilinguisme. On ne saurait être plus pragmatique. D'un bout à l'autre de ces actes de colloque actualisés, comme il se doit, dans leur écriture finale, se lit la détermination des éditeurs de couvrir toutes les facettes du problème et d'offrir ainsi une sorte de double prototype (calédonien et guyanais) pour faire mûrir la question du multilinguisme scolaire appliqué aux langues locales.

La conclusion (pp. 297-307) peut s'honorer à juste titre de faire bouger les lignes jusqu'à revendiquer, sous la plume de Bernard Rigo (UNC/CNEP), que la question linguistique soit traitée comme une « question éthique ». Sur la voie d'une utopie qui gagne du terrain, le livre ouvre effectivement à toutes les perspectives documentées dont le combat multilingue a besoin. Le livre édité par Jacques Vernaudo et Véronique Fillol est à cet égard un véritable analyseur de situation linguistique en rapport avec des contextes diversifiés qui attendaient des expertises compétentes. Tous les auteurs mobilisés sont profondément engagés dans une vie professionnelle dédiée à la défense et à la promotion du plurilinguisme à l'école. Malgré une

pléthore de sigles fort heureusement déclinés dans la présentation détaillée finale des auteurs, l'ouvrage atteint son objectif qui est de gagner un maximum de lecteurs à sa cause, tout en faisant valoir l'expérience des expertises déjà réalisées.

Qu'un colloque essaie de sortir des impasses du système scolaire en place en élargissant le propos à l'ensemble de l'Outre-mer français est une belle prouesse, et la question linguistique de l'Outre-mer français aura trouvé ici un rapport d'étape tout à fait convaincant. Peut-être même que le prochain colloque pourra faire le lien avec des situations de plurilinguisme en dehors du contexte strictement francophone. Rien de tel en effet que de confronter les expériences d'un pays centralisé avec celles de pays qui présentent une configuration plus fédérale voire confédérale pour faire progresser la portée théorique des conclusions que l'on a déjà tirées sur le terrain.

#### RÉFÉRENCE CITÉE

FRÉCHET Claudine (dir.), 2009. *Langues et cultures de France et d'ailleurs*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 495 p.

Raymond MAYER,  
Université Omar Bongo de Libreville et  
Université de Lyon 2

GUIART Jean (sous la dir.), 2009. *Étudier sa propre culture. Expériences de terrain et méthodes*, Paris, L'Harmattan, 183 p., préface, introd., bibliogr.

Sous un titre performatif d'une extrême simplicité, ce livre dirigé par Jean Guiart apporte, à mon sens, une contribution majeure à la compréhension de l'évolution de l'anthropologie mondiale. À travers treize chapitres d'anthropologues des cinq continents, dont il ouvre la thématique et la méthodologie globales tout en introduisant à chacune d'elles en particulier, l'ancien directeur du Laboratoire d'ethnologie du musée de l'Homme de Paris met à profit ses années de retraite active pour mettre en lumière la nouveauté radicale induite en anthropologie par les indépendances nationales. Il ne s'agit plus, cette fois-ci, de l'énumération récurrente des obstacles relevés par les anciennes administrations coloniales dans le libre accès au terrain par exemple, ou dans le traitement symétrique des fonds d'archives, mais de l'évaluation, par les anthropologues nationaux devenus (avec les réserves qui s'imposent çà et là) maîtres de leurs programmes, du bilan de leurs recherches, et surtout des perspectives nationales et internationales qui s'offrent à eux après trente ans de développement autonome. Un symposium (dont les dates ne sont pas explicitées dans l'ouvrage) avait été convoqué au musée de l'Homme sur ce thème, bien avant l'an 2000, l'actuelle République démocratique du Congo y apparaissant encore sous son ancienne dénomination de Zaïre, et plusieurs participants étant décédés dans l'intervalle.

C'est dire la vertu anticipatrice de ce modeste volume qui a tout pour faire date.

Jusque-là, l'anthropologie contemporaine ne distinguait qu'entre anthropologie exotique et anthropologie domestique, ou – en des termes presque similaires – entre exo-anthropologie et endo-anthropologie. Le livre de Jean Guiart et de ses invités va plus loin : il laisse émerger une multitude d'anthropologies « nationales » dont peu d'anthropologues ont jusqu'ici analysé la dynamique et l'impact sur l'avenir de l'anthropologie mondiale. Que l'on ne s'y trompe pas : la vague montante des anthropologies nationales va faire l'effet d'un tsunami, et il faudra s'attendre, en moins de vingt ans, à une véritable recomposition du paysage anthropologique international, dont peu de métropoles intellectuelles actuelles ont pressenti l'ampleur et les conséquences. J'ai trouvé sous la plume de l'historienne Florence Bernault, en poste à l'université du Wisconsin à Madison, l'un des rares constats à aller dans le sens de l'histoire, a-t-on envie de dire (Bernault, 2001) :

« [les pays du Sud] ont, dépassant la vieille Europe, commencé à produire une bibliothèque savante dont les apports ne peuvent être ignorés qu'au risque d'un appauvrissement sérieux des capitales intellectuelles aujourd'hui dominantes. »

Si la préface de Jean Guiart observe une « sorte de passage à vide de la réflexion anthropologique » (p. 7), l'introduction du même affiche deux tendances qui appellent au renouvellement de méthode et d'épistémologie induit par les indépendances. La première consiste à « considérer avec faveur l'émergence d'une classe d'universitaires et de chercheurs nationaux avec qui puisse être établie une collaboration entre égaux » (p. 14) ; la seconde doit permettre de contester, à rebours, le règne de la pensée « extrême-occidentale » (sic) enracinée dans l'idéologie mal avouée de « l'évolution linéaire des sociétés humaines et d'une hiérarchie des degrés atteints par les unes ou par les autres » (p. 15). À cet égard, le livre offre un concentré d'expériences nationales qui sont toutes plus intéressantes les unes que les autres, bien qu'aboutissant parfois à des résultats pour le moins contrastés.

Viennent alors les diverses communications qui fournissent un état des lieux de la pratique et de la théorie dominantes sur les terrains nationaux. Jean Guiart chapeaute chacune d'elles par une brève notice introductive. Le premier à entrer en lice est le chercheur et écrivain algérien Mouloud Mammeri (pp. 25-36), qui dresse l'état de l'anthropologie dans son pays à travers l'histoire particulière du Centre de recherche en anthropologie et en préhistoire (CRAP) d'Alger. Laissé sans moyens et sans archives pour solde de tout compte par l'administration française partante, le CRAP a dû renoncer, pour l'essentiel, à toute enquête de terrain, et se soumettre aux priorités définies par le nouveau pouvoir politique en place. Ce qui s'est traduit, notamment, par l'insistance portée aux questions de progrès social et d'unité nationale, au détriment des appartenances tribales qui ont été reconverties aux normes de l'intérêt national.

Préoccupations similaires en Tunisie, dont la liste établie par Samira Gargouri-Sethom, conservatrice au